

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
45072 ORLÉANS CEDEX 2

ORLÉANS, le 01/08/23

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHRYSO SAS**

7 rue de l'Europe  
ZI  
45300 Sermaises

Références : n° 387 / 2023 - VAT20230423  
Code AIOT : 0010000973

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 dans l'établissement CHRYSO SAS implanté 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises. L'inspection a été annoncée le 12/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Récolement des installations objet de la procédure d'autorisation environnementale déposée le 22 décembre 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHRYSO SAS
- 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises
- Code AIOT : 0010000973
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement des installations CAPPABEAUCE
- Risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Vérification des installations de protection contre le risque foudre	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.6	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
14	Protection contre le risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

- Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1	/	Sans objet
3	Murs, portes et clapets coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.3.1.1	/	Sans objet
7	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.2	/	Sans objet
8	MMR	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 12.6	/	Sans objet
10	Bassins de confinement	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Etat des stocks vulgarisé	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1	/	Sans objet
15	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.4.4	/	Sans objet
16	Percements dans les murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.3.1.1	/	Sans objet

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Vérification périodique des extincteurs et R.I.A.	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.8.4	/	Sans objet
4	Contrôle des trappes de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 12.6	/	Sans objet
5	Entretien du système d'extinction automatique d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022	/	Sans objet
9	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.4.4	/	Sans objet
12	Alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.7.7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'inventaire et l'état des stocks décrit précédemment seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</li></ul> <p>Pour les matières dangereuses, figure, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, figure, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...].</p>
<p><b>Constats :</b> C1_Absence de cohérence entre l'état des stocks informatique et l'état des stocks physique (magasin 5, contrôle de 7 emplacements par échantillonnage).</p>
<p><b>Observations :</b> Transmission le 4 juillet 2023 d'un état des stocks. Le pouvoir calorifique des parties constitutives des bâtiments est intégré. Il en est de même pour les déchets.</p> <p>Selon l'état des stocks :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- il n'y a pas de produits avec une mention de danger H224 ;</li><li>- les produits avec une mention de danger H225 sont stockés en bidon de 20 litres, à l'exception du CHRYSO ProClean E (Varitener 800KG) et de 3 alcools ;</li><li>- les produits avec une mention de danger H226 sont stockés en bidon de moins de 30 litres, à l'exception de quelques produits.</li></ul> <p>Un contrôle de cohérence entre l'état des stocks physique et l'état des stocks informatique a été réalisé, par échantillonnage.</p> <p>Les emplacements M2008001B (4 niveaux) ont été contrôlés. Au niveau 0, présence de 9 sacs de 25 kg, soit 225 kg de matières en poudre, pour un état des stocks mentionnant 165 kg de produits liquides. Le contrôle des niveaux 1 à 3 n'appelle pas de remarque de l'inspection.</p> <p>Les emplacements M2013001B (3 niveaux) ont été contrôlés. Le contrôle du niveau 0 n'appelle pas de remarque de l'inspection. Les stockages aux niveaux 1 et 2 ne sont pas enregistrés dans l'état des stocks.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Vérification périodique des extincteurs et R.I.A.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des extincteurs et R.I.A.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• [...].</li><li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li><li>• des robinets d'incendie armés ; [...].</li></ul>
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Transmission le 4 juillet 2023 : <ul style="list-style-type: none"><li>- du rapport de vérification des R.I.A. (SPRINKLER 45, 23 août 2022). 28 R.I.A. contrôlés, annoncés conformes. Absence de tests de débit et de pression à la demande du représentant de la société CHRYSO (présence d'anti-gel) ; Le réseau de R.I.A. est alimenté par le groupe du système d'extinction automatique d'un incendie.</li><li>- du rapport de vérification des extincteurs (CHUBB, octobre 2022).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Murs, portes et clapets coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Murs, portes et clapets coupe-feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments ou parties de bâtiment abritant les installations cités ci-après présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures),</li><li>• portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.</li></ul> [...]. Liste des bâtiments ou parties de bâtiment : [...]. <ul style="list-style-type: none"><li>• local du réservoir de la substance Thomas, implanté dans le bâtiment 6 ;</li><li>• [...] ;</li><li>• mur entre la chaufferie B et les ateliers Polymères implantés dans le bâtiment 6. Ce mur coupe-feu est implanté jusqu'en sous-face de toiture.</li></ul> Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles (classe A1). Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.
<b>Constats :</b> C2_Absence de justification du caractère R120 des murs du local THOMAS.
<b>Observations :</b> Transmission le 4 juillet 2023 du rapport d'entretien des portes coupe-feu (CHUBB, 20 décembre 2022). 4 clapets coupe-feu, 4 portes coupe-feu coulissantes et 19 portes battantes. Porte coupe-feu coulissante du local de charge non fonctionnelle (PCF 162 local charge). Porte battante 2 vantaux : fonctionnelles mais prévoir des travaux de remise en état (étage: pcf 121 A local électrique). Porte battante 2 vantaux : fonctionnelles mais prévoir des travaux de remise en état (bâtiment 3 1127f). Porte battante 2 vantaux : fonctionnelles mais prévoir des travaux de remise en état (bâtiment 3 Etage: 1 étage 1127g). Les portes ont été remises en état. un contrôle de la porte du local de charge a été réalisé le jour de la visite, objet du présent rapport. Celui-ci n'appelle pas de remarque de l'inspection. Les murs du local THOMAS sont EI 120. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du caractère R120 de ces murs.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Contrôle des trappes de désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 12.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des trappes de désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les dispositifs et dispositions (MMRs, barrières de sécurité, mesures organisationnelles, etc...) nécessaires à la maîtrise de la sécurité du procédé. Leurs caractéristiques sont définies. L'exploitant établit un plan de maintenance adaptée des dispositifs. Il s'agit notamment de paramètres, d'équipements, de procédures opératoires, d'instructions et de formations des personnels, ceci dans toutes les phases d'exploitation des installations, y compris en situation dégradée. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement selon la fréquence définie ci-dessous et sauf dispositions plus contraignantes du fabricant : [...].  Désenfumage - Vérification préventive (bon fonctionnement, état des liaisons, accessibilité des commandes, etc...) - Annuelle - Personne compétente ou organisme agréé
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Transmission le 4 juillet 2023 du rapport de contrôle des trappes de désenfumage (CHUBB, 9 décembre 2022). Installations fonctionnelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Entretien du système d'extinction automatique d'un incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.8.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien du système d'extinction automatique d'un incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...] ;</li> <li>• d'un système d'extinction automatique d'incendie (ateliers Polymères, formulation ATEX, non-chlorés, démoulage et spéciaux, chaufferie B, galerie technique, cuvettes A et zone de dépotage A, Cuvette B1 et zone de dépotage B1, le magasin MP du bâtiment 5, la mezzanine (combustibles) du bâtiment 5, la zone sous auvent du bâtiment 5, le magasin PF et racks du magasin du bâtiment 4, le local de stockage des liquides inflammables du bâtiment 4 ;</li> <li>• d'un système d'extinction automatique et manuel de type déluge (rétention H et l'aire de dépotage associée) ; [...].</li> </ul>
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé, à la lecture des échéances fixées par l'arrêté préfectoral.
<p><b>Observations :</b> Transmission le 4 juillet 2023 du compte rendu semestriel :</p> <p>- 27 mars 2023 (APAVE). Pas d'essai fonctionnel des rideaux d'eau et postes sous glycol : Réalisé par SPRINKLER 45 en août 2022. Entretien GMP (SPRINKLER 45 , 28 septembre 2022). Contrôle des point F en août 2022 (à l'exception des trois postes sous glycol et des postes 12 et 13 dont l'extrémité n'est pas équipée d'un point F ).</p> <p>4 observations : Alarme niveau réserve A : L'alarme niveau bas n'a pas fonctionné lors de nos essais</p> <p>Cuve A : Un récepteur de chaleur à repositionner près de l'extincteur 289</p> <p>Local secondaire : Thermostat alarme détérioré.</p> <p>Alarmes : Alarme vanne fermée poste 14 non obtenue.</p> <p>- 22 octobre 2022 (APAVE). Non-conformité : Concentration d'émulseur =&gt; rapport PROFOAM</p> <p>Concentration mesurée en haut débit 2,6% inférieure aux 3% requis.</p> <p>Selon l'exploitant, les postes 12 et 13 sont sous air, ce qui explique l'absence de point F. Une remise à niveau des installations est prévue dans le cadre de la requalification du système d'extinction automatique. Concernant les observations, les devis n'ont pas été demandés. Toutefois l'exploitant justifie d'une analyse de risques et de mesures compensatoires. L'exploitant a déclaré que l'émulseur serait remplacé lors de la requalification du système d'extinction automatique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Vérification des installations de protection contre le risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre le risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme en vigueur. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. [...].
<b>Constats :</b> C3_Absence de vérification exhaustive des installations de protection contre le risque foudre (tête des PDA).
<b>Observations :</b> La tête des PDA n'est pas été contrôlée sur site. Cette opération nécessite la mise en place d'une protection temporaire puis l'envoi des têtes dans un laboratoire. A réception de l'étude technique foudre, l'exploitant procédera au remplacement des PDA.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 7 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Chaque écart relevé fait l'objet d'une analyse de risque conduisant à un plan d'actions suivi et enregistré. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...].
<b>Constats :</b> C4_Les anomalies relevées lors de l'opération de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge n'ont pas fait l'objet d'une analyse de risque conduisant à un plan d'actions prioritaires.
<b>Observations :</b> Transmission le 4 juillet 2023 du compte rendu de vérification des installations électriques (BUREAU VERITAS, 29 septembre 2022). Selon le contrôleur, l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion (11 écarts). Selon le plan d'actions présentés par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- 8 écarts sont soldés ;</li><li>- 1 écart n'est pas compris par l'exploitant et va faire l'objet d'une nouvelle analyse partagée avec BUREAU VERITAS ;</li><li>- 1 écart est soldé de fait, l'équipement étant consigné ;</li><li>- 1 écart reste à solder (défaut d'étanchéité d'un éclairage dans les vestiaires).</li></ul> Présentation, le jour de la visite, du compte-rendu de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge (BUREAU VERITAS, 30 et 31 mai 2023). 2 anomalies de niveau 1 (à lever immédiatement) et 3 anomalies de niveau 2 (à lever sous deux mois). Le jour de la visite, objet du présent rapport, le devis pour intervention était validé (société EIFFAGE) mais l'exploitant ne disposait pas de date d'intervention (pour les anomalies de niveau 1 et 2). Les anomalies relevées lors de l'opération de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge n'ont pas fait l'objet d'une analyse de risque conduisant à un plan d'actions prioritaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 12.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les dispositifs et dispositions (MMRs, barrières de sécurité, mesures organisationnelles, etc...) nécessaires à la maîtrise de la sécurité du procédé. Leurs caractéristiques sont définies. L'exploitant établit un plan de maintenance adaptée des dispositifs. Il s'agit notamment de paramètres, d'équipements, de procédures opératoires, d'instructions et

de formations des personnels, ceci dans toutes les phases d'exploitation des installations, y compris en situation dégradée.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement selon la fréquence définie ci-dessous et sauf dispositions plus contraignantes du fabricant :

Sondes de température (atelier démoulage et spéciaux) et asservissement associé  
Vérification fonctionnelle - Trimestrielle - Personne compétente ou organisme agréé

Explosimètre (atelier démoulage et spéciaux) - Vérification fonctionnelle - Semestrielle - Personne compétente ou organisme agréé [...]

Alarme de niveau d'eau sur la colonne de lavage - Vérification (bon fonctionnement et report d'alarme) - Trimestrielle - Personne compétente ou société agréé

Sondes (3, 2 en pied de cuve, 1 en haut) de températures à sécurité positive (déclenchement du PTZ ; CAPPABEAUCE) - Vérification (bon fonctionnement) - Trimestrielle - Personne compétente ou société agréé

Capteur de pression et pompe de brassage associée au réservoir de l'atelier CAPPABEAUCE - Vérification (bon fonctionnement) - Trimestrielle - Personne compétente ou société agréé

Test de l'interlock détecteur/pompe associé aux détecteurs de niveau très haut (arrêt remplissage) - Vérification (bon fonctionnement) - Annuelle - Personne compétente

Déclencheur manuel de l'injection de l'inhibiteur - Vérification (bon fonctionnement)- Personne compétente ou société agréé

**Constats :** C5\_Le contrôle des chaînes de mesure n'est pas réalisé tous les 3 mois.

**Observations :** Les attestations de bon fonctionnement :

- de l'alarme de niveau d'eau au droit de la colonne de lavage dite CAPPABEAUCE ;
- des sondes de température implantées dans la réservoir THOMAS, ainsi que les asservissements associés ;
- du déclencheur manuel de l'inhibiteur ;
- des capteurs de pression et de la pompe de brassage associés au réservoir THOMAS ;
- de l'interlock détecteur/pompe associé aux détecteurs de niveau très haut du réservoir THOMAS;

n'étaient pas encore disponibles le jour de la visite des installations. Le dossier de suivi des MMR est en cours de constitution.

Transmission le 4 juillet 2023 du contrôle de vérification annuelle par sondage :

- n°2208132663 (société DEM Métrologie) relatif au contrôle de la chaîne de mesure de la température de la cuve 3F. Date de vérification 11 août 2022. Constat du 27 septembre 2022. Conforme. Gamme de tolérance retenu par l'exploitant : plus ou moins 2°C ;
- n°2208132661 (société DEM Métrologie) relatif au contrôle de la chaîne de mesure de la température de la cuve 1F. Date de vérification 11 août 2022. Constat du 27 septembre 2022. Conforme. Gamme de tolérance retenu par l'exploitant : plus ou moins 2°C ;
- n°2208132662 (société DEM Métrologie) relatif au contrôle de la chaîne de mesure de la température de la cuve 2F. Date de vérification 11 août 2022. Constat du 27 septembre 2022. Conforme. Gamme de tolérance retenu par l'exploitant : plus ou moins 2°C.

Transmission le 4 juillet 2023 de la fiche de contrôle des explosimètres (société DEM Métrologie ; 12 août 2022 et 16 février 2023). Flash et alarme sonore avec report SSI conformes.

Transmission le 4 juillet 2023 de la fiche de contrôle des détecteurs gaz de l'atelier :

- Polymères 1 (société DEM Métrologie ; 12 août 2022 et 16 février 2023). Flash et alarme sonore avec report conformes lors du contrôle du 12 août 2022. Pas d'essai le 16 février 2023;
- Polymères 3 (société DEM Métrologie ; 12 août 2022 et 16 février 2023). Coupure de l'automate sur détection gaz, maintien de l'agitation et extraction grande vitesse. Bon fonctionnement lors des deux opérations de vérification.

Transmission le 4 juillet 2023 de la fiche de contrôle des Draeger 4 gaz (CH<sub>4</sub>, H<sub>2</sub>S, CO et O<sub>2</sub>) ; société DEM Métrologie ; 12 août 2022 et 16 février 2023 :

- 1. Alarme flash et sonore conformes. Prévoir le remplacement de la cellule
- 2. Alarme flash et sonore conformes. Prévoir le remplacement de la cellule- 3. Conforme.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 9 :** Systèmes de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments ou parties de bâtiment cités ci-après sont dotés d'un système de détection. [...] ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• bâtiment 3, chaufferie : [...], détection gaz/explosimètres, détection optique ; [...]</li> <li>• bâtiment 3, transformateur 1000KVA pour les polymères : système d'inertage par gaz ;</li> <li>• bâtiment 3, maintenance, labo contrôle, stocks maintenance : détection optique ;</li> <li>• bâtiment 4, R&amp;D : détection optique ; [...]</li> <li>• bâtiment 4, local inflammable : [...], détection gaz (explosimètre) et fumée (asservissement porte coupe-feu) ;</li> <li>• bâtiment 4, local de charge : [...] et détection optique pour l'asservissement de la porte coupe-feu ;</li> <li>• bâtiment 4, conditionnement : détection optique ;</li> <li>• bâtiment 4, administration et onduleur : détection optique ;</li> <li>• bâtiment 4, local serveur : système d'inertage par gaz ; [...]</li> <li>• bâtiment 6, local TGBT : [...] et d'inertage par gaz ;</li> <li>• bâtiment 7 : détection optique ;</li> <li>• bâtiment 11 : détection optique ;</li> <li>• transformateur 1000KVA accueil : détection optique ;</li> <li>• transformateur 250KVA (allée 1) : détection optique ;</li> <li>• restaurant administratif : détection optique. [...].</li> </ul>
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<p><b>Observations :</b> Transmission le 4 juillet 2023 de la fiche de contrôle du système de détection de gaz :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la chaufferie (société DEM Métrologie ; 12 août 2022 et 16 février 2023). Bon fonctionnement mais absence de test des alarmes le 16 février 2023. Prévoir le remplacement d'un des capteurs ;</li> <li>- du local inflammables (société DEM Métrologie ; 12 août 2022 et 16 février 2023). Bon fonctionnement (flash et sonore ainsi que le report d'alarme) mais absence de test des alarmes le 16 février 2023. Prévoir le remplacement d'un des capteurs ;</li> </ul> <p>Transmission le 20 juillet 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du rapport de contrôle semestriel du système de détection "usine" (JOHSON CONTROLS, 3 janvier 2023). Conforme (essais DM, détecteurs et batteries) ;</li> <li>- du rapport de contrôle du système de détection "local serveur" (JOHSON CONTROLS, 4 janvier 2023). Conforme (essais DM, détecteurs et batteries) ;</li> <li>- du rapport de contrôle du système de détection "locaux techniques" (JOHSON CONTROLS, 4 janvier 2023). Conforme (essais DM, détecteurs et batteries) ;</li> <li>- du rapport de contrôle du système de détection "TGBT" (JOHSON CONTROLS, 4 janvier 2023). Conforme (essais DM, détecteurs et batteries).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Bassins de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassins de confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2 060 m <sup>3</sup> . Ils se composent d'un bassin de 500 m <sup>3</sup> , pour les eaux d'extinction situées à l'Est de la zone Export, et 1 000 m <sup>3</sup> , pour les autres zones, avant rejet vers le milieu naturel. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. [...].
<b>Constats :</b> C6_Absence de contrôle du niveau d'eau dans le bassin de confinement selon la fréquence définie par l'exploitant.
<b>Observations :</b> Le jour de la visite, le bassin de 1000 m3 était vide. La vanne du second bassin reste ouverte en situation normale. Toutefois, lors de l'exercice PPI du 22 mai 2023, le bassin contenait 250 m3 d'eau. L'exploitant a défini une procédure de contrôle avec vérification mensuelle. Le dernier contrôle a été réalisé le 27 mai 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Alimentation électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.7.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alimentation électrique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale (extraction d'air de la galerie technique, supervision, etc.). Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Les équipements et paramètres importants pour la sécurité sont sur onduleur (autonomie 30 min). Si perte d'utilité, les équipements se mettent en sécurité. L'analyse a été réalisée puis transmise dans le cadre de la demande de vérification formulée par l'inspection en prévision des risques de coupure d'alimentation électrique durant l'hiver 2022-2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Etat des stocks vulgarisé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks vulgarisé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]. <ul style="list-style-type: none"><li>• répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. [...].</li></ul>
<b>Constats :</b> C7_Absence de consolidation de l'état des stocks vulgarisé.
<b>Observations :</b> Consolidation en cours. actuellement, l'exploitant renvoie aux classes de danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Protection contre le risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre le risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.[...].
<b>Constats :</b> C8_Absence de mise en oeuvre des conclusions de l'étude technique foudre de 2021 (restaurant administratif et bâtiment 3 "maintenance". Absence de réalisation de l'étude technique foudre dans le cadre de la mise en exploitation des installations CAPPABEAUCE.
<b>Observations :</b> L'ETF relative au restaurant administratif et au bâtiment 5 a été réalisée (BUREAU VERITAS, transmission le 5 juin 2021). Le jour de la visite, objet du présent rapport, les conclusions de l'ETF n'étaient pas mises en oeuvre. Les installations CAPPABEAUCE pourraient être mise en service semaine 34. L'ETF n'a pas été réalisée. Elle pourrait l'être fin septembre-début octobre (pour la visite technique du site).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours



## N° 15 : Systèmes de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les dispositifs et dispositions (MMRs, barrières de sécurité, mesures organisationnelles, etc...) nécessaires à la maîtrise de la sécurité du procédé. Leurs caractéristiques sont définies. L'exploitant établit un plan de maintenance adaptée des dispositifs. Il s'agit notamment de paramètres, d'équipements, de procédures opératoires, d'instructions et de formations des personnels, ceci dans toutes les phases d'exploitation des installations, y compris en situation dégradée.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement selon la fréquence définie ci-dessous et sauf dispositions plus contraignantes du fabricant : [...].</p> <p>Extraction d'air de la galerie technique - Vérification fonctionnelle, maintenance préventive - Trimestrielle - Personne compétente ou organisme agréé [...].</p>
<b>Constats :</b> C9_Absence de suivi du plan de maintenance du système d'extraction d'air de la galerie technique. L'exploitant justifie que les installations installées dans la galerie technique sont ATEX.
<b>Observations :</b> La gamme de maintenance est définie (fréquence mensuelle). L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la justification de la maintenance de cette extraction (absence de saisie d'échéance dans la GMAO).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Percements dans les murs coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Percements dans les murs coupe-feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. [...].</p>
<b>Constats :</b> C10_Absence de restitution du caractère EI 120 du mur coupe-feu séparant la chaufferie B de l'atelier Polymères (absence de calfeutrement des trous).
<b>Observations :</b> Présence de percements non comblés, réalisés pour la passage de tuyauteries, et en sous face de toiture.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet